

PHILIPPINES



8 juin 2018



Extradition et opposants cambodgiens reconnus réfugiés

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Des traités d'extradition en cours d'élaboration	3
2. Absence d'extradition de réfugiés cambodgiens par les Philippines.....	3
3. Extradition d'une réfugiée cambodgienne au Cambodge par la Thaïlande en 2018.....	4
Bibliographie.....	5

Résumé : Un traité d'extradition est en cours de négociation entre les Philippines et le Cambodge, et l'ASEAN prépare une convention d'extradition pour ses Etats-membres. En l'absence de traité d'extradition, aucun réfugié cambodgien n'a été extradé des Philippines au Cambodge. Une réfugiée statutaire cambodgienne a été extradée de Thaïlande en février 2018 et condamnée à son retour en raison de ses opinions politiques.

Abstract: An extradition treaty is being negotiated between the Philippines and Cambodia, and ASEAN is preparing an extradition convention for its member states. In the absence of an extradition treaty, no Cambodian refugee was extradited from the Philippines to Cambodia. A Cambodian statutory refugee was extradited from Thailand in February 2018 and sentenced after her return because of her political views.

Nota : La traduction des sources en anglais est assurée par la DIDR.

1. Des traités d'extradition en cours d'élaboration

Les Philippines et le Cambodge n'ont pas signé de traité commun d'extradition. Cependant, en décembre 2017, le ministre des Affaires étrangères cambodgien a annoncé que les Philippines et le Cambodge allaient entamer des négociations pour l'élaboration d'un traité bilatéral d'extradition.¹

Une convention régionale sur l'extradition est en cours d'élaboration par les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud Est (*Association of South East Asian Nations*, ASEAN), dont les membres en ont adopté le principe lors du 32^e sommet de cette organisation tenu à Singapour du 25 au 28 avril 2018. Selon Phil Robertson, directeur adjoint de la division Asie de l'ONG Human Right Watch (HRW) : « Peu de personnes ont probablement vu le texte du modèle de traité d'extradition de l'ASEAN, étant donné les opérations opaques du bloc et le refus d'inclure la société civile dans les décisions ». Les ONG de défense des droits de l'homme craignent que ce traité ne permette l'extradition de réfugiés statutaires, comme le cas de Sam Sokha (voir *infra*).²

Le décret présidentiel philippin n°1069 du 13 janvier 1977 prévoit expressément que l'extradition d'une personne ne peut être réalisée que s'il existe un traité ou une convention liant les deux Etats, et seulement si le motif est également l'objet de sanctions pénales d'au moins une année d'emprisonnement aux Philippines (pour ce dernier cas, certains pays en sont exemptés comme la Thaïlande et l'Indonésie, pays membres de l'ASEAN).³

2. Absence d'extradition de réfugiés cambodgiens par les Philippines

Les Philippines et le Cambodge ont adhéré à la Convention de Genève sur les réfugiés respectivement le 22 juillet 1981 et le 15 octobre 1992. Ce sont les seuls Etats de l'Association des nations d'Asie du Sud Est (*Association of South East Asian Nations*, ASEAN) adhérant à cette convention.⁴ L'article 33 de cette convention stipule que :

« Aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques. »

Les traités d'extradition signés par les Philippines interdisent l'extradition de personnes pour des motifs liés à l'ethnie, au sexe, à la religion, à la nationalité ou à des opinions politiques. Cependant, des exemptions à cette clause existent pour la Thaïlande et l'Indonésie, pays membres de l'ASEAN.⁵

¹ Cambodge, Office of the Council of Ministers, « Statement of H.E. Mr. PRAK Sokhonn, Sr Minister, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation on Political, Economic and Cultural and Social Cooperation », 06/12/2017, [url](#)

² *The Phnom Penh Post*, "Singapore urges progress on Asean extradition treaty", 01/05/2018, [url](#)

³ SORIANO Manuel T. et QUINTANA Mary Grace R., « International cooperation : extradition and mutual legal assistance », United Nations Asia and Far East Institute (UNAFEI), 12-14/12/2012, GG Seminar, Tokyo, p.130-147, [url](#) ; *Philippine News Agency*, "South Korean robber falls in Mandaluyong", *Philippine Canadian Inquirer*, 03/10/2017, [url](#)

⁴ Nations unies, Collection des traités, Convention relative au statut des réfugiés, [url](#)

⁵ SORIANO Manuel T. et QUINTANA Mary Grace R., « International cooperation : extradition and mutual legal assistance », United Nations Asia and Far East Institute (UNAFEI), 12-14/12/2012, GG Seminar, Tokyo, p.130-147, [url](#)

Il n'apparaît pas dans les sources publiques consultées en anglais que des réfugiés statutaires cambodgiens résidant aux Philippines aient été extradés au Cambodge.

3. Extradition d'une réfugiée cambodgienne au Cambodge par la Thaïlande en 2018

Le Cambodge et la Thaïlande sont liés par un traité bilatéral d'extradition, signé le 6 mai 1998, ratifié respectivement le 19 juillet 1999 et le 19 décembre 2000.⁶

Le Cambodge, en dépit de son adhésion à la Convention de Genève sur les réfugiés, a obtenu l'extradition d'une réfugiée statutaire de nationalité cambodgienne en 2018 de la part de la Thaïlande, pays de l'ASEAN, non signataire de cette convention. En effet, le 5 janvier 2018, la police thaïlandaise a arrêté Sam Sokha, ressortissante cambodgienne reconnue réfugiée par la délégation du Haut Commissaire aux réfugiés (HCR) en Thaïlande pour séjour illégal sur le territoire thaïlandais. Celle-ci avait été condamnée par contumace au Cambodge à deux années d'emprisonnement et à une amende pour avoir lancé une chaussure contre une affiche représentant le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale en avril 2017. Cette scène avait été filmée et diffusée sur les réseaux sociaux. Le 8 février 2018, Sam Sokha a été extradée au Cambodge, où la police l'a immédiatement arrêtée et l'a fait comparaître devant un tribunal qui a confirmé sa condamnation.⁷

En avril 2018, le gouvernement cambodgien a sollicité l'extradition d'un autre réfugié statutaire cambodgien, résidant au Danemark et séjournant en Thaïlande. Le 25 avril 2018, la police thaïlandaise a arrêté Sam Serey, fondateur et dirigeant du Front national de libération khmer (*Khmer National Liberation Front*, KNLF) pour dépassement du délai de séjour autorisé en Thaïlande. Le gouvernement cambodgien a réclamé son extradition pour terrorisme, l'intéressé ayant fait l'objet d'une condamnation par contumace au Cambodge.⁸ En effet, en avril 2014, le Tribunal municipal de Phnom Penh a condamné douze inculpés du KNLF à des peines d'emprisonnement de cinq à neuf ans d'emprisonnement ; Sam Serey, absent, figurait parmi ces condamnés.⁹ Selon Phil Robertson, directeur adjoint de la division Asie de l'ONG Human Right Watch (HRW), l'intervention de l'ambassade du Danemark auprès des autorités thaïlandaises a empêché l'extradition de Sam Serey au Cambodge. Celui-ci a été renvoyé au Danemark le 27 avril 2018.¹⁰

⁶ Cambodge, Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation, "Cambodia-Thailand Extradition Treaty", 28/02/2001, [url](#)

⁷ *The Phnom Penh Post*, "Singapore urges progress on Asean extradition treaty", 01/05/2018, [url](#); *Asean Today*, "Cambodia and Thailand go after foreign fugitives", 05/04/2018, [url](#) ; HUTT David, "No safe place for SEAsia's political refugees", *Asia Times*, 15/02/2018, [url](#) ; *The Phnom Penh Post*, "Extradited 'shoe thrower' Sam Sokha faces two-year prison sentence", 09/02/2018, [url](#)

⁸ *The Phnom Penh Post*, "KNLF founder Sam Serey flown to Denmark after arrest in Thailand", 27/04/2018, [url](#)

⁹ CHHAY CHANNYDA, CUDDY Alice et LAIGNEE BARRON, "For KNLF, a life in the shadows", *The Phnom Penh Post*, 15/05/2014, [url](#) ; KHY SOVUTHY et CROTHERS Lauren, "KNLF Group Imprisoned After Guilty Verdict", *The Cambodia Daily*, 12/04/2014, [url](#) ; LAIGNEE BARRON, "KNLF cases decried", *The Phnom Penh Post*, 11/04/2014, [url](#)

¹⁰ *The Phnom Penh Post*, "KNLF founder Sam Serey flown to Denmark after arrest in Thailand", 27/04/2018, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juin 2018

Organisation internationale

Nations unies, Collection des traités, Convention relative au statut des réfugiés, https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=V-2&chapter=5&Temp=mtdsg2&clang=_fr

Institution nationale

Cambodge, Office of the Council of Ministers, « Statement of H.E. Mr. PRAK Sokhonn, Sr Minister, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation on Political, Economic and Cultural and Social Cooperation », 06/12/2017, <http://pressocm.gov.kh/en/archives/19054>

Cambodge, Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation, "Cambodia-Thailand Extradition Treaty", 28/02/2001, <http://www.mfa.gov.kh/?page=detail&ctype=article&id=323&view=all&lg=en>

Centre de recherches

SORIANO Manuel T. et QUINTANA Mary Grace R., « International cooperation : extradition and mutual legal assistance », United Nations Asia and Far East Institute (UNAFEI), 12-14/12/2012, GG Seminar, Tokyo, p.130-147, http://www.unafei.or.jp/english/pdf/PDF_GG6_Seminar/05-6_Philippines.pdf

Médias

The Phnom Penh Post, "Singapore urges progress on Asean extradition treaty", 01/05/2018, <https://www.phnompenhpost.com/national/singapore-urges-progress-asean-extradition-treaty>

The Phnom Penh Post, "KNLF founder Sam Serey flown to Denmark after arrest in Thailand", 27/04/2018, <https://www.phnompenhpost.com/national/knlf-founder-sam-serey-flown-denmark-after-arrest-thailand>

Asean Today, "Cambodia and Thailand go after foreign fugitives", 05/04/2018, <https://www.aseantoday.com/2018/04/cambodia-and-thailand-go-after-foreign-fugitives/>

HUTT David, "No safe place for SEAsia's political refugees", *Asia Times*, 15/02/2018, <http://www.atimes.com/article/no-safe-place-seasias-political-refugees/>

The Phnom Penh Post, "Extradited 'shoe thrower' Sam Sokha faces two-year prison sentence", 09/02/2018, <https://www.phnompenhpost.com/national/extradited-shoe-thrower-sam-sokha-faces-two-year-prison-sentence>

Philippine News Agency, "South Korean robber falls in Mandaluyong", *Philippine Canadian Inquirer*, 03/10/2017, <http://www.canadianinquirer.net/2017/10/03/south-korean-robber-falls-in-mandaluyong/>

CHHAY CHANNYDA, CUDDY Alice et LAIGNEE BARRON, "For KNLF, a life in the shadows", *The Phnom Penh Post*, 15/05/2014, <http://www.phnompenhpost.com/national/knlf-life-shadows>

KHY SOVUTHY et CROTHERS Lauren, "KNLF Group Imprisoned After Guilty Verdict", *The Cambodia Daily*, 12/04/2014, <https://www.cambodiadaily.com/archives/knlf-group-imprisoned-after-guilty-verdict-56486/>

LAIGNEE BARRON, "KNLF cases decried", *The Phnom Penh Post*, 11/04/2014, <http://www.phnompenhpost.com/national/knlf-cases-decried>